

جامعة الجزائر
كلية الحقوق

النظام القانوني لمداوالات المجلس الشعبي البلدي

رسالة نيل شهادة الماجستير
تخصص : قانون عام

تحت إشراف :
عطاء الله بوحميذة

من إعداد الطالب :
عيساني عبد الحميد

السنة الجامعية : 2012

- méthodes techniques -

()

(1).

76	05	57 -76	(1)
		.914 .61	

"

'''

.

.

.

.

(1).

.

(2).

: (())

(3).

. - - : : (1)

.139 .1977.

.914 . (2)

.16 . : : (3)

. : :

. 16 .

)):

{on n'administre bien que de près} (1)((.

:

(2).

toute initiative de l'état est légitime. Toute initiative locale est }

{regardée comme suspecte

(3).

{à vouloir être tout, il est souvent menacé de n'être plus rien. }

(4)

(1) HERVE DETTON.L : administration régionale et locale en France. Paris

.1961,p9.

(2) Voir : vivre ensemble rapport de la commission de développement des
responsabilités locales.la documentation française. 1976,p399

(3) voir : YVES MENY. Centralisation et décentralisation dans le débat politique
français (1945- 1969).L.G.D.J,1974,p X.

. : (4)
.9 .1984.

.

(1).

.

.

.

.

. (1)
.61. .1987.

1990

.1990 1967

()



()

(1).

(LOCAL GOVERNMENT)
(2).

(SELBSTNEWALTUG)

()

(3).

(4)

(1) Charles cadoux- l'avenir de la décentralisation, AJDA, 1963, p 268.
droit administratif, paris Dalloz, 7^e éd 1975, p 307.

(2) Jean rivero : le
(3) André de laubadere – traite de

droit administratif, 6^e éd 1973, p 88.

(4) Charles Roig- théorie et réalité de la
décentralisation, revue française de science politique, juin 1966, n° 3, p 446.

(1).

(2).

{maitre de l'activité }

(3).

(4).

(1)

(2)

(3)Voir :charles eisenmann :cours de droit administratif,tome I,
L.G.D.J 1982 ,p 297.

(4)voir :yves meny :centralisation et décentralisation dans le débat français,
(45- 69),L.G.D.J.1974, p 50.

- les affaires locales -.

solidarité -

(1)d'intérêts

(2).

(3).

(4).

(1) André de laubadere : traite de droit administratif, lgdj, 8^e éd ; 1980, p 90.

(2) Voir. Jean rivero : droit administratif, dalloz 1975, p 307.

(3) Georges Vedel : droit administratif, themis 1973, p 639.

(4) Jean marie pontier ; la répartition des compétences entre l' état et les collectivités locales (bilan et perspectives) Aix Marseille 76 p 116.

(1).

(2).

(3).

(4)

:

(5).

(1) André de laubadere :traite de droit administratif,6° éd,1973 ;p90.

(2)H.berthelemy in :spyridou flogaitis,la notion de décentralisation en France, en Allemagne et en Italie,lgdj 1979,p 13.

(3)E.fontaine.in :spyridou flogaitis,ibidem p 13.

(4) George vedel,op cit,pp 639-640,également A.mahiou: cours d'institutions administratives,3° édition, opu,1981,p 70.

.84 1975 :
 : (5)
 jurisclesseur 125 - 5 1981.
 administratif.fas

(1).

(2).

()

(3). (esprit de mendicité)

(4).

(5).

(1) GEORGES Vedel, ibidem p641, également JEAN rivero,p308.

(2) Georges VEDEL, ibidem p 641.

(3)- LOIC PHILIPPE : les finances locales et l'imperatif de décentralisation :bilan et perspectives, la décentralisation pour la rénovation de l'état, op cit ,p162.

(4) LOIC PHILIP : ibidem p 168.

(5) AHMED MAHIOU : ibid,p 132.

• • •

•

$$(2). \quad \vdots \quad (1).$$
[illegible][illegible]

.110. .1990

:

(1).

:

-

-

-

-

(2).()

(3) -

-

(4).

(5).

(6).

()

. (7).

(1)

. 276 . 2001.

(2)voir : Georges Vedel :droit administratif, Thémis 1973, p639.

(4)voir :André de laubadere :traite de droit administratif. L.G.D.J,
8° Ed, 1980.P 90.

(5) voir : F.P.benoit :droit administratif français. Dalloz 1968.p202.

(6)voir : GEORGES VEDEL : op cit p 738.

(7) voir : Charles debbasch :traité de droit administratif, éd Cujas
1969,p 97.

134 :

127

137 :

():

136

.():

127

—

—

— :

—

:

(1).1983

19 :

201 – 83

200 – 83

04

(la méthode du faisceau d'indice)

:

-1

-2

-3

(la soumission au principe de spécialité) .

-4

:

-1

.

-2

.

-3

.

-4

.

-5

.

-6

.

-7

.

	1938	19:	200 -83	(1)
03. 19:	201 -83	.		83.
	805 801 :	1983 .03 .22:	12	

.()

1963

: 9

"

".

: 34

1976

"

"

): 35

(.

16

1989

)

(.

. 16

1996

:

)

(1)(...

(2).

1976

(2) (1)

.202 201 07

(ETATISTE).

(autogestionnaire)

"
"
"

1967

" 2

.(1)"

(2).

1981

04 :

09 -81:

1967

18 :

24 -67

(3)

67

18

24 -67

(1)

. 21 1979

(2)

:

(3)

.861

:

.
 .
 " : 2 36 1976
 " .
 .
 .
 1967
 - -
 .
 1990 07 08 -90
 1989
 .
 :2 15 1989
 " .
 " .
 .
 .
 .
 1990 .04 .17: 08 .90:

1981
1981 04 09 -81
. 1967 18 : 24 -67
: 13 :
: ""
. —
"" . —
.

" maitre de l'activité "

(1)
1989
: 14
.
"
."
.

Charles Eismann.cours de droit administratif, : - 1
tome1.LGDJ.1982 page 297

	(1).	81 61:
	:	
	10.000	7 -
. 20.000	10.001	9 -
. 50.000	20.001	11-
. 100.000	50.001	15-
200.000	100.001	23-
		.
	200.001	33-

:

: 2 14
)

.(2) (.

1997

06:

07 - 97

-1

1996

:

-2

· · · · · :

· · · · · " :

(1) "

·

(2)

(3).

(4).

·

89 7: 13-89.

(5)

· · · · · (1)

.16

(2)Voir :Georges burdeau : traite de science politique, tome II,
(l'état) 2°ED.L.G.D.J.

(3)voir :spyridou Flogaitis : la notion de décentralisation en France,
en Allemagne et en en Italie.L.G.D.J.1979 P 41

.92 · · · · · : · · · · · (4)

· · · · · 76 75 (5)

. - arrondi -

% 7

(1).

(2)"

":

40

06-90

90

(3).

76

(6) (5)

1989

(7)

.300

: (8)

(1). 96 90

(2).

(3).

.(4)

:

-

-

-

-

(5).

-

76 : .(1)

80 : .(2)

81 : .(3)

5 .(4)

81 : (5)

.

-1

% 5

(1).

(1000)

(150)

(2).

50

(3).

.

82 : . (1)

.

83 . (2)

.

84 : . (3)

:

:

58

24-67

(1).

24-67

(2).

5000

.59

(L'opération électorale) .

219

194:

(1).

(1)

LA LISTE ELECTORALE – . :

(1).

(2).

(3).

(4).

(5).

(6).

(7).

(8).

(4)

.	8	(1)	
.	9	(2)	
.	16	(3)	
.	17		
.	19	(5)	
.	21	(6)	
.	22	(7)	
.	23	(8)	

⋮

⋅

⋅

⋅

⋅

⋅

⋅

⋅

⋅

⋅

⋅

(1).

⋅

113

(1)

.

.

.

.

10

.

(1).

45

(2).

(3)

.

.

.

92 (1)

.

96 (2)

· ·

— —

(1).

·

·

(2)

·

·

·

(3).

⋮

·

265 · · : : (1)

· · : : (2)

.71 · 1981 ·
72 71 · (3)

.1990 1967

:

(le principe de la spécialité locale.)

(1).

.		08 – 90	67
.1967			.
	:	100	
{.			}
			100
		67	
35	–	–	
:	(8)	170	135
			–
			–
			–
<hr/>			
.232	.	:	(1)

.1990

1967

1990

: 84

: 07

1967

25

:101

:102

(.

1967

:161

: 164 (.

(.

1990

100

{ }

:

85

{ } : 1967

{ règle }
{ : }

90

.

1990
{ une conception libérale de l'état }

.

1990

:

(1).

(2).

(3).

(4).

(1) و (2) و (3) و (4) أنظر. المواد: 88 و 95 و 96 و 97 و 98 من قانون 90 السابق.

.

:

...

.

.

.

24 -67

100

09 -81

08 -90

85

67

67

.

.

.

:

.

.

Délibération : N.F. (délibéré- } (1).
examen et discussion orale d'une affaire, réflexion destinée à
{peser le pour et le contre avant la décision

(2). }
examen et discussion d'une affaire par un organe collectif avant }
qu'il prenne une décision.}
ce terme est spécialement employé pour désigner les décisions prises
par les assemblées de collectivités locales.

(3).

1). Dictionnaire Larousse Français. 2000

(2) voir. Lexique des termes juridiques. Dalloz. 1972.

(3)
.92 .1983

:
 .(collégialité) (collégiale)
 :
 -1
 (conseillers)
 -
 .
 -2
 .()
 (1). -3

-le contenu de la délibération est un avis-

(1) voir. FRANCIS –PAUL BENOIT : LES COLLECTIVITES LOCLES.

DALLOZ 1.pages : 302-2 et 302-3.

}:

sur un objet la délibération étant une résolution collective, }
de gouvernant ou d'administration ,prise à la majorité des voix après
discussion publique par une assemblée formant corps et constitué en
(1) {une autorité publique.

(2).

mais ce peut être un avis, un vœu, ou tout autre prise de position }
{telle que, réclamation, proposition, ou même la simple expression

(1) voir. Revue de droit publique,1976. P.115.

(2) voir.F.P.BENOIT.LOC-CIT .P302.

().

() :

(1)

" "

:

1990

85

{

}

|| ||

•

||

" 115" (décide)

|| ||

(décide)

" statue "

.

11

11

85

.

11

11

.

•

-1

.

•

.

.

-2

$$(\quad).$$

(1) (1938 02)

(10/9 :
)
(2).

(CONTENU). -3

D'une part, porter sur un objet d'intérêt communal, et } (3).
d'autre part s'analyser en une manifestation de volonté ,rentrant
{dans les attributions ou les compétences du conseil municipal.

(

:

F.P.BENOIT.OP.CIT p302.5 : (1)
(Cons. D'Etat 2 fév. 1938 Graulières : rec. Lebon, p 117.)
(2)et(3) JEAN DE SAVIGNY : l'état contre les communes, seuil paris 1971,p103

-1

()

-2

-4

1967

(1).

: 90

(2).

1967

1990

90

....

:

.

(3).

(1) أنظر المادة 101 من قانون 67-24.

(2) أنظر المادة 40 من القانون 90 – 08 .

(3) أنظر المادتين 38 و 39 من القانون 90 – 08.

(1).

:

(2).

Le défaut de transcription et le défaut de signature ,sont également }
{sans effet sur la force exécutoire des délibérations

.

....

.

:

.

(1).

la règle est donc, que le registre des délibérations n'a pas valeur }
d'acte authentique ,les mentions qui y sont portées font bien foi par
{elle-même, mais seulement jusqu'à preuve contraire.

: 67

4

93

)

(.

(1)Voir : F.P.BENOIT.LOC.CIT, P 321

: 22

90

)

(.

L 2121- 26 :

– des comptes de la commune –

1967

1967

1990

:

93

()

90

22

1967

4

(huis clos)

50.000
(1). 50.000

:10

)

:

-

-

:

-

-

(9)

-

-

-

-

-

(2) (.

1982 23 : 31 - 82 / 5 (1)

-

-

.1982 .01 .26 : 04 :

23 215 - 94 10 (2) -
1994

().

:

(15)

(1)(.

(2). 30

:

:

-1

-2

-3

-4

(1).

(2).

.361. . : (1)
.357 . : . (2)

. :-
.
:-

42

.
:
-1
-2

15

41

43

30

. ;

.
43

.

.

.

.() .

(1)

(2).

(3).

. 358 .	:	(1)
.359 .	:	(2)
. 31 – 82:	14	(3)

19

108

): 1967 2

(. 30

: 41 1990

(15))

45 44 43 42

(

1990

15

1967

15

1990

....

1967

.2 108 :

.

42

(15)

....

.

.

-

: 1967

2

107

)

:

-1

.

-2

.

-3

.

-4

.

-6

.

(.

42

)

:

1990

-

:

.

(.

-

):

43

30

42

(.

:

108

1967

)

(.

30

() . -

.

() ()

.

. 105 99

:
.(NULLITE DE DROIT) . -1
.(ANNULABILITE) . -2

(1).

()

.377 . : . (1)

(1884)

.

– NULLITE DE DROIT – .

. 90

16:

90

15

: 1967

102

(. —
: 44 1990
:)
. —
9 3 2 —
. —
(.
. —
-1
100
: 1967
{. }

{ clause de la compétence générale}

100
102
: 85 1990
}

{
. 44
.

(1) (1912). —

(1) voir : BOUFFARD,ibid. 146,p 84

tout aussi difficile à appréhender, et tout aussi nécessaire apparaît
 (1) l'intérêt local.}

mais cet intérêt local, bien que publique est un intérêt } (2) .
 {particulier par rapport à l'intérêt public général

) 1967 90
 .(
 90
 .1990 75 (1967 235)
 44 67 102
 1967 100 1990

(1) voir. Jean marie pontier :l'état et les collectivités
 locales.,LGDJ.,1978,p152
 (2)VOIR : JEAN MARIE PONTIER. ibid , P153

()

.....

.....

.
9 3 2 -2
1990
2 9 3 2
3
9

102 1967
1990

. 44

17): (1956

doit respecter tous texte à valeur réglementaire et non } (1).
pas seulement les décrets ,portant règlement d'administration
{publique.

(1)Voir :Guy mellary : la tutelle de l'état sur la commune, p170

1990 44

1967

.1990

(- ANNULABILITE -) .

.-ERGA OMNES -

: 1967

104

)

(.

:

1990

45

)

(.

1967

105

:

)

.(

: 45 3 2 90)

.

: (. .

.....

!

:

(1).

.

(2) (1626 30).

)

(3)(1952 04

.

(4) (1961 05)

-
- (1)Voir: GUY. MELLARY, ibid, P170
(2) Voir: GUY MELLARY, ibid, p171
(3) Voir: GUY.MELLARY, ibid, p 171.
(4) Voir: GUY MELLARY.ibid, p 171.

45 1967 104

1990

1967 :

): 1990 ():

(

1990

– sont annulables –

1967

.

.

.

.

-

:

-

459

13

.

.

.

.

(1933 12

)

(1).

06

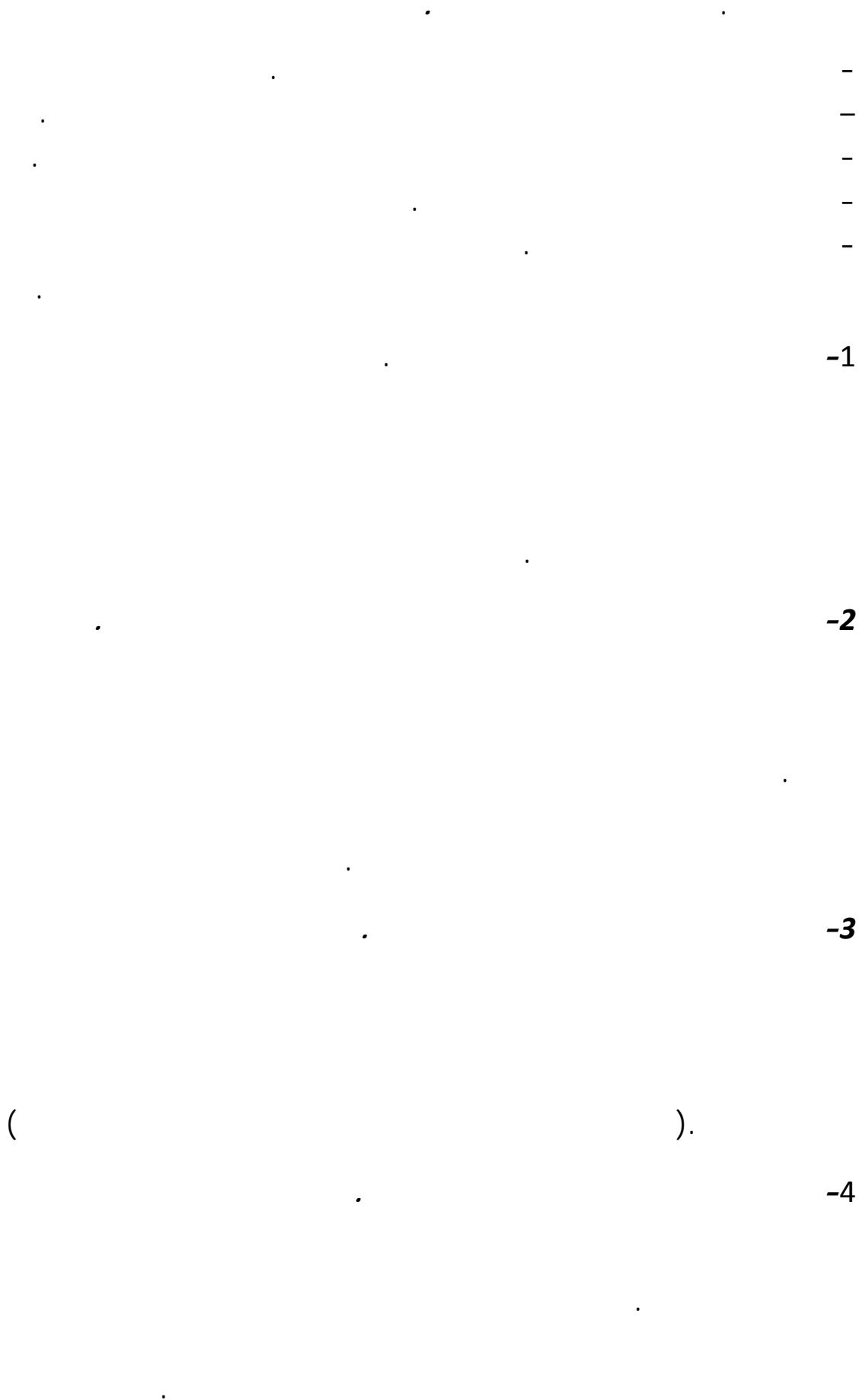
).

-

-

(2)(1928

(1)et (2) Voir : BOUFFARD :Ibid 253. P.137.



-5

1990

2 / 45

15

1990

105

1967

2

45

(1931

21

) .

.

(1).

1967

103

:

"

"

"

"

.

:

1990

"

"

.

.

.

.

(2).

.381. . : . (1)

.380 . : . (2)

le sous-préfet, lorsqu'il considère qu'une délibération est illégale, ne }
 peut pas la déclarer lui-même d'office nulle de droit, il doit demander
 { au préfet de prononcer la nullité de droit.

(1) 30

Délibération déclarée nulle de droit après plus de 30 ans..
 peut Cons. d'état 25 novembre 1927.

105	1990	45	(prononcer)	
				1967
	1990	44		(déclarer)
			1967	102
			" " " "	

(1)Voir : ibid. : Bouffard, 226, p 125.

- caractère exécutoire -.

-exécutoires de plein droit -.

	:	1967	107)
				(.	
	:		1990	41	
(15))
		45	44	43	42
(.					
1967		100		. 90	85
		15			
1967			20	1990	
		15	20		1990

:
 :
) :
 39 -121 31 -121 : (exécutoire)

(1).

Il convient tout d'abord de noter que le terme exécutoire n'est pas }
 pris par les articles L 121- 31 et L 121- 39 du code communal en son
 sens fort ,il ne signifie nullement que la délibération voudrait titre
 d'exécution forcée, au cas ou un particulier refuserait de se
 {conformer à ses prescriptions.

(2).

Le terme exécutoire doit être pris ici en son sens usuel, courant, dans
 lequel il signifie que, de façon général, un acte unilatéral peut }
 {produire ses effets.

1884

(1) e t (2) Voir : Francis Paul benoit. op cit, p 302-

.
 .
 .
 : 1967 2 107)
 :
 -1
 .
 -2
 .
 -3
 .
 -4
 .
 -5
 .
 -6
 (.
 : 42 1990
 :)
 -
 (. -
 :
 1990
 :
 ..
 .
 1990 1967 .

108) 30 :
(1990 43 1967

): 1967 108
(.

: 108
. 1990 1967 -
-

- son existence -

(1).
1990 41

(2).

(1) Et (2) voir : AHMED MAHIOU, annuaire de l'Afrique du nord, VIII 1969
Editions du centre national de la recherche scientifique, 15 quai Anatole France.
Paris. 1970. p305.

(1).

(2).

(3).

(4).

(4).

(1) voir : Tabrizi BENSALAH, comment ils sont gouvernés, collection sous la direction de
1977 .19 : 40 – 77 4 3 2: Georges Burdeau, LGDJ, 1979, p 137.
200 – 83 : / 7 : -4 .318 . 16
12
1983 19 :
.802 : 1983 .22 :

:

;

.

.

(1).

.

.

:

-1

.

-2

.

.

.

.....

.

.-1

.

.2005.

.

.

.

:

.

(1)

.355.

	.	-1
	.	-3
	.	
	.	
	:	
(1).	.	
	:	
	:	
	.	-1
	.	-2
	.	-3
(2)	.	-4
	:	
	-.	-1
{Doit émaner d'une autorité d'une autorité administrative}		
{ doit être un acte juridique }		-

.92-202 . . . : : (1

(2)Voir : MAECEL WALINE, précis de droit administratif, paris 1969, p316(2)

(1){doit avoir valeur de décision exécutoire }. -3

:

)

(2) .

:

-1

-2

().

-3

-4

-5

(1) Voir : Ahmed mahiou, cours d'institutions administratives. OPU

3^eédition 1981, p189.

: : 34 . 2001. : (2)

.108 .

"

:

"

:

. 1

-2

15

) – 1990

41

–(

()

45

1990

1990

36

801

32

46

: 46

l'assemblée populaire communal peut recourir, dans les conditions)
et formes prévues par la loi, auprès de **la juridiction compétente**
contre tout arrêté **constatant la nullite ou le refus d'approbation**
(**d'une délibération.**

:

-1

-2

()

:

145 :

.

:

)

(.

.

:

.

. :

.

. :

.

) : 1967 82

(.

: 17 90)
(.

(.

1967

1990 (15)
(5) :

.

. :
 .
 : 1967 79:
 ()
 : 14 1990 .
 (. (3))
 1990
 (06) 1967 (4)
 . :
 : 1967 80)
 .
 (.)
 : 15 1990)
 (.
 1990
 1967 – –
 .
 1990
 .

.
 :
 : 1967 81)
 (.
 : 3 2 /16 1990)

(.

1990
 1967
 (francs)

- - ()

1990

1990

1967
 () 1990

1967
 80 ()
 1967

() 1990

:

1990

) : 3 / 81 1967
 (. : 4/ 16 1990)
 (. 1990

1967

1990

- -

!

.1990 5/ 16
 1 / 81

. 1990 1 / 16 1967

. :

: 1967 82)

(: 1990 17)

(.

: 39 1990 .1967 83)

(.

1967

– les délibérations –

17 82

1990

()

()

:

(en exercice):

)

()

.

(

38:

):

(

: 1967

84:

)

(.

: 1990

18

)

(.

1967

1990

84

.
 : 1 93)
 (. : 19 1990)
 :
 . -
 (. -
 1967
 1990
 19
 39
 1967 3 93
 .1990
 .
 : 1990 21)
 .
 (.

: 2 93 1967)
 .
 :
 (. -
 (8) 1990
 1990
 .
 1967 1990 20
): 86
 (.
 1990
 .
 .
 . :
 (1).
 .
 .(1)
 - . : -
 .158 .2004 . -

1990 1990 48
1990 52 :
.

.1990 53
. 1967

56 :
(.) : 1990
: 1990 57 :
)
(.
: 1 123 : 1967
)
(.
.

.

— . :
—
" "

.
:

: 1967 116)
(.
): 1990 47
(.
:
48)
(.
(8)
49 (8)
24
1990
1967
1990
120 117 116 1967

1990 48

{ }
:
{ } { désigner }
{ } { élisent } : 48 { élir }

.

:

}

{.

48

{ }

:

{.

}

:

le président est élu pour la durée de mandat de l'assemblée }
{ populaire communale

:

{.

}

:

) : 1967 118:

. 20.000 (2) -

. 50.000 20001 (4) -

. 100.000 50.001 (6) -

. 160.000 100.001 (8) -

(. 60.000

:

1990 50

47)

:

. 9 7 -

. 13 11 -
(. 33 -
1990

1967 8
. 60.000:

.
;
:
:

.
: 1967 94)

:

. -
. -
. -
. -
. -
(. -
: 1990 24)

:
.
.
.

(.

. 90 26 25
 :
 . 3 90 6 1967
 1967
 1990
 .
 1967
 95
 1990
 25
 1967
 1990
 97
 1990
 1967

– dédoublement de fonction –

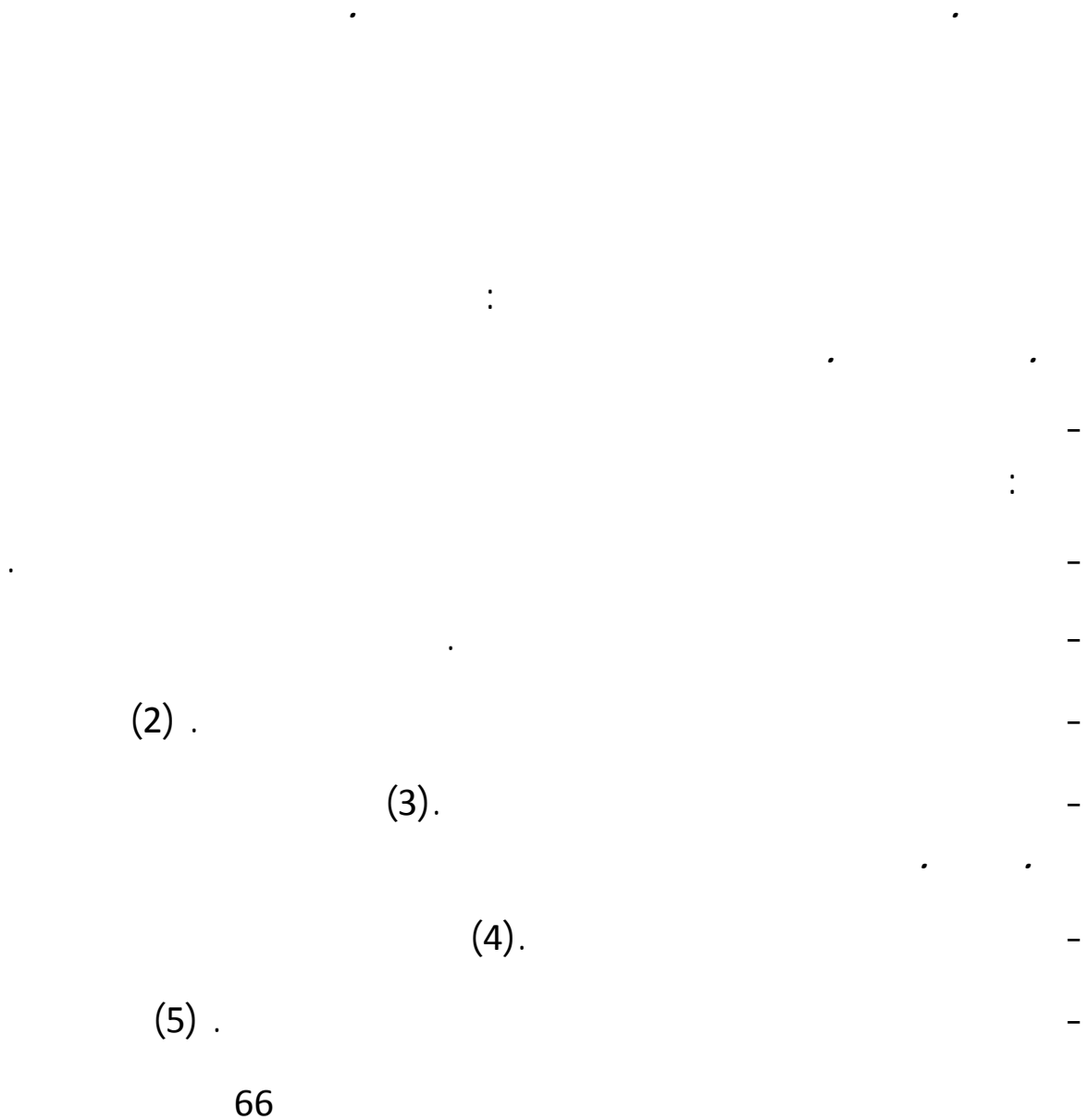
.
 :
 :
 (1).
 (2).
 (3).

. 1990 59 58 : : . (2) (1)
 . 60: . (3)

— — — — —

. (1)

(2)



{lorsque les intérêts du président }

1990 64 63 62 61 60: (5) (4) (3) (2) (1)

(2).

(1).

(3).

(4).

15

(5).

(6).

68	67	66	65:	(4)	(3)	(2)	(1)
							1990
				70	69	(6)	(5)

(1)

(2).

(3).

(4).

(5).

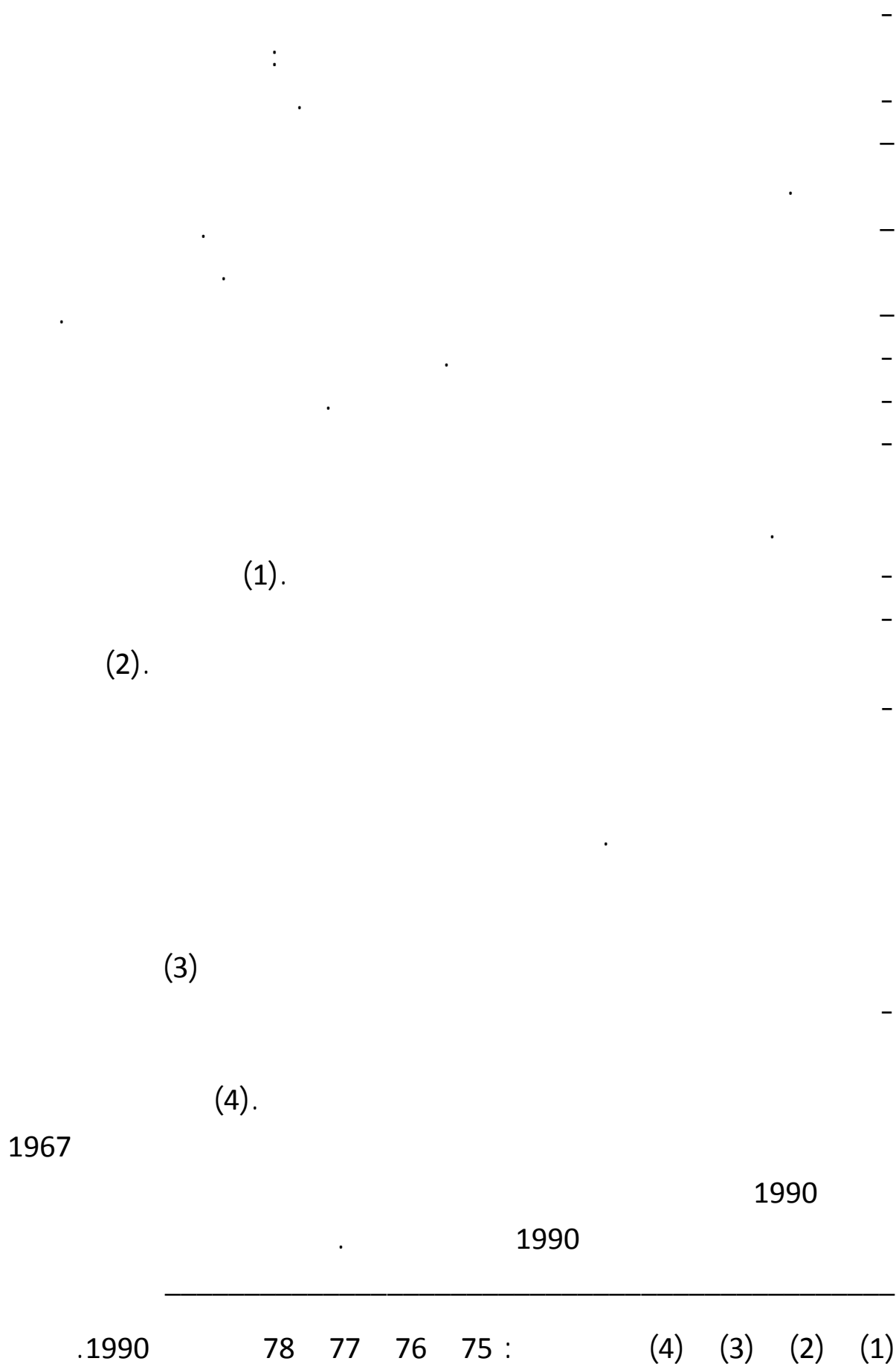
-

-

-

-

. 1990 73 72 71 : (3) (2) (1)
1990 74: (5) (4)



.

.

.....

.

:

.

—

—

—

(1) .

.

—

—

—

.

(2).

règlements —

.

— généraux

(3).

—

.

.

.1990

79:

(3) (2) (1)

(1)

(2).

.1990

80:

(1)

93

(2)

()

(1).

(l'autorité administrative n'est pas en règle générale ,libre de manifester sa volonté comme elle l'entend, elle doit en respecter un certain processus définissant une façon de faire , une méthode pour que son (vouloir) ait valeur juridique, pour que sa décision constitue un acte juridique, en vigueur.)

RENE HOSTIOU : procédures et formes de l'acte administratif : (1)
en droit français, LGDJ,1975, p13.

(1) .

(Seul une volonté politique est en mesure de définir avec rigueur et précision ,le contenu et le but de la fonction de contrôle et de doter les services de contrôle d'un statut ,de moyens qui leur permettent d'y satisfaire .)

(2).

(1) أنظر : jean marie breton : le contrôle de l'état sur le continent africain – contribution à une théorie des contrôles administratifs et financiers dans les pays en voie de développement – bibliothèque africaine et malgache, droit, sociologie politique et économie,1973,p3.

(2) أنظر الدكتور خالد قباني المرجع السابق.ص 99

1982

:

.

– la tutelle administrative –

.le pouvoir hiérarchique –

.

(1) .

.

.

. 96

(1)

.

:

(filigrane)

:

:

-

(1).

-

-:

:

-

(2).

:

-

(3).

:

-

(4).

:

-989

- VIII

-

:

(1) Voir :André de laubader- traite de droit administratif, LGDJ,1980 pp 93 et 94.

(2) voir :jean rivero-droit administratif-précis Dalloz,7°EDITION,1975, 23- le contrôle administratif, en régime de centralisation et en régime décentralise, pp 310 et s.

(3)voir :Georges Vedel :droit administratif, Thémis presses universitaires. France, 1973, pp 644 et 645.

(4) voir : Georges peisier : droit administratif- mémento Dalloz, pp 57 et 59.

()
 ()
 (1)()

-TITRE VIII – les contrôles s'exerçant sur les services publics.

989 : notion de contrôle : le contrôle peut se définir comme la vérification de la conformité d'une action(en l'espèce, d'une activité administrative)avec une norme qui s'imposerait à celle-ci, ce peut être une norme juridique (on parlera alors de contrôle de régularité) ou une norme de bonne exécution(on parlera alors de contrôle de rentabilité ou d'efficacité.)

:

:

- institution et droit administratif-
- les structures administratives - . -(1
- l'action et le contrôle de l'administration - . -(2

"

"

(typologie)

"

"

(2).

(1)Voir : marcel waline : précis de droit administratif, édition mont Christieu 1969,p 516.

(2) voir : Charles debbasch :institutions et droit administratif :

1)les structures administratives.

2) l'action et le contrôle administratif.

Thémis, presses universitaires, 1978,989.

)574

(1).

(574 :définition : le contrôle administratif est exercé par l'administration sur elle-même : c'est une forme d'autocontrôle destinée à assurer la bonne marche de l'administration , sa régularité son efficacité. Ce contrôle doit permettre de vérifier si l'administration, à accompli ses missions conformément aux moyens juridiques, techniques et humains dont elle dispose.)

- anglo – saxon -

(le régime local)

1985

(LAND)

– PROVINCES –

(1)voir :Charles debbasch : science administrative,4^eédition , précis Dalloz, 1980, p694.

.

.

.

.

:

- compétence rationae materiae - . -
- compétence rationae personae - . -

):

(1)(.

):

):

(.

(.

):

(2)"

"

"

":

-

(1)

.97: 1979.

-

)

-

:

:

(2)

.130

1968 / 1967.

(

:

)

(1)(

- MASPETIOL et LAROQUE-

):

(2) (

l'ensemble des pouvoirs limités accordés par la loi à une autorité)
supérieure, sur les agents décentralisé et sur leurs actes, dans un but
de protection de l'intérêt général.)

:

(La tutelle est exceptionnelle et ne se présume pas.)

(3).

(1) أنظر: الدكتور عمر محمد مرشد الشوبكي - نشریات المنظمة العربية للعلوم الإدارية وتطبيقاتها في الأردن - 1981 ، ص: 232. (2) أنظر: نقلاً عن الدكتور: خالد قباني المرجع السابق ، ص 95.

(3) أنظر الدكتور خالد قباني. المرجع السابق ، ص 95.

إنه وبعد أن تطرقنا إلى مختلف التعاريف بخصوص الرقابة الإدارية، سننتقل وبالنسبة للفقرة الموالية، إلى أهداف الرقابة الإدارية.

:

:

()

:

- 1 - . -contrôle de régularité
- 2 - . - contrôle de l'opportunité
- 3 - . - contrôle de rentabilité et d'efficacité
- (1).
- 1 - ***contrôle de régularité*** -

(1) voir : Charles debbasch, ibidem p 694.

contrôle de rentabilité et .

-3
– d’efficacité

()

:

:

-

-

1967

1990

. :

....

.

(1).

(2).

.

(3).

administratives- vol (1) voir : Giuseppino trevis :revue internationale de sciences internationale, Bruxelles ,p324. XXVe,1969,n° 4 éditée par l'institut

. : . (3) .92 . : . (2)
.293. .2004. .

(1).

le supérieur à une tâche que l'on

(2).

(pourrait dire de supérieur général

(3).

:

- 1

-2

-3

-4

-

...

(1)voir : Charles debbasch :ibid. ,l'action et le contrôle, tome 2,p311.

(2). Voir : Giuseppino trevis, ibid, 324 .

(1). (40)

(2).

(3).

– droit commun –

(1)
voir : jean pierre jarnevic : annales de la faculté de droit et de
science politique ,p 58 (conseil d'état 30 juin 1950, queralt, cité in
Lebon, p 413, ds, p 246, concl delvolve.

.271 : (2)

.97 (3)

- pouvoir exceptionnel-

(1).

:

.

.

.

.

.

:

(annulation) (suspension)
(2).(reformation)

(3).

	.98	(1)
	.97	(2)
.99 98		(3)

()
(subordonné):

$$\begin{pmatrix} \cdot \\ \vdots \\ (2) \end{pmatrix}.$$

(4)(.

$$\begin{array}{rcl}
 & & .98 \qquad (1) \\
 : & 03 - 06 : & 31 \quad 101 \quad 16 : \quad (4) \quad (3) \quad (2) \\
 & & . \qquad 2006 \qquad 15 \\
 & & .03 \quad 46: \\
 & .103 & \qquad (5)
 \end{array}$$

	.	:	
	.		
	()	
	.		
	:		
	.	:	-1
- Acte sur le personnel.	.		-
- contrôle sur les actes	(1).		
	.	:	-2
- tutelle sur les personnes	.		-
- tutelle sur les décisions	(2).		
	.	:	-3
- tutelle sur les agents ou organes	.		-
- tutelle à l'égard des actes	(3).		-

(1)Voir : marcel waline.ibid p 516.

(2) voir : jean rivero, ibid., p310.

(3) voir : Georges vedel. ibid p 645.

- contrôle exercé sur la personne des autorités locales (1) .
- contrôle exercé sur les actes des autorités locales.

)): ((.))(((2).(())

la signification du pouvoir de tutelle est alors claire : les pouvoirs de contrôle manifestent la présence de centralisation dans la centralisation. » Et loin d'être <l'institution de liberté > < la tutelle marque, au contraire les limites de la liberté des collectivités locales. »

(1) voir :de laubadere :ibid. pp 93 et 94.

(2) voir :M.MELLERAY.la tutelle de l'état sur les commune-thèse de doctorat 30.

(1).

1990 44

35

.1990

$$\begin{array}{r} -1 \\ -2 \\ -3 \end{array}$$

.101

(1)

(pas de tutelle sans texte, pas de tutelle au Delas des textes)

17).

1945 14 (1)(

.(2)(

(1)Et (2) Voir :A. de laubadere. ibid, p p 97 et 98.

:

. -
-
-

:
:

-

:

-
-
-

;

-

1990

32:

) :

(.

:

2 /112

1967

)

(.

1990

32

.

1990

1967

" "

1990

1967

.

1990

.

.

.

:

1990

31

)

(.

1967

.

:

..

07 - 97 98

85

32

) : 33

32

(

1967

:

: 1967 1 /112

()

: 1990 34

	:)
			-
			-
			-
	(.		-
)		
		(1)	
			-1
36 35 34).		-
	(.1 / 112	1967	1990
			37
			-
	(traitement de choc)		-
	(2).		
			-2
	1 / 112	1967	

أما بالنسبة لقانون 1990 فإنه لا يمكن هذا الحل إلا بموجب مرسوم وهذا بعد إدراج الموضوع بجدول أعمال مجلس الوزراء الذي من المفروض يناقشه ، وهذا بناء على التقرير الذي يعده وزير الداخلية وعمليا يتم الحل بموجب مراسيم تنفيذية.

(1) voir : YVES MADIOT : la dissolution des conseils municipaux, R.D.P 1974, p 83.

(2) أنظر المادة الأولى من الأمر 05-03 المؤرخ في: 18 يوليو 2005 ، يتم القانون رقم: 90 – 08 المؤرخ في: 7 أبريل 1990 و المتعلق بالبلدية. الجريدة الرسمية رقم 50 الصادرة في: 19 يوليو 2005.

34

1990

:
-

29

-

-

-

-

-

: 1967

-1

-2

. 113

-3

.1967

114

-4

. 114

-5

04

115

-6

115

: 1990

-

1967

-

: (): -
(actes conservatoires urgents)

1990

1967

(06) -

" " () ()

29:

1997 .03 .06 : 13 - 07 /97
(90)

.

-

05

37

1967

-

22

(1)

(2).

77 . 06. 30

118

(1)

.322.

(2)

):

(1) .

(2).

(1) Voir : pierre Bouffard :le contrôle des délibérations du conseil municipal,2° édition 1966,115, p 67.

(2)
.73 .183.

. .

:

(1).

- *substitution* - .

. .

.

(2).

.

.

.105 104 :

: (2) (1)

:

-1

-2

251 250 234 233 :

1967

: 233

)

(

{ } { }
() :

:

(après l'en avoir requis ,y procéder d'office.)

: 234

)

(.

250

251

1990

1967

:

83 81 { }

1967

:

-

-

-

-

234 233

.

: 81

)

.

:

82 ()

(.

: 83)

(.

81 :

83

155 154 :

156

.

.

-

:

- obligations -
- le refus -
- le texte -
- **OBLIGATIONS** -

: 1967
 234 233
 . 82 81: 1990
 - **REFUS** -

(1).

.388 : : (1)

.....
" " :

1967 233
81: 1990 " " :
" "

233 83
" "

– *LE TEXTE* – .

(1).
1967
1990

389. : (1)

1967

. 233

234

234

.

83 82 81:

1990

81

1967

1967

1990

1967

.

:

.

.

233

(LA MISE EN DEMEURE)

.1990

83 :

1967

1967

:

83

1990

{

}

.

.

.

83

.

(1).

.

(2)(1911

17

)

(3).

.388 . : : (1)

(2)Voir : F.BENOIT.op cit,302-32

(3)voir : M.MELLERAY.op,cit.p210.174.

. :

.

(1) .

(2).

- le préfet -

.

.

.

.

. 386. . : : (1)

.387 . : : (2)

: 156)

(

– 10 – 10

30

: 1990 42:

:)

(. –
–

(30)

41

1932 04 : -

(1) . - 1938 .04 .01: -

.1957 .11 .14: -
(2). /

(3). - une faute lourde -
:

(4)
en quoi peut précisément consister une faute lourde dans cette
hypothèse ?

(1) Et (2) voir : M.MELLERAY.op .cit.p 212

(3)Et (4) voir :M.MELLERAY.OP.CIT.p 214



:)

(1)(

:)

(2) (

:)

!!!

(3)(

: 131 – 88 22 08 03 : (3) (2) (1)

1988 04

.1013 : 1988 06 : 27

(1).

.....

:

:

-1

-2

-3

.109

(1)

.
 - - : -
 .1975
 . : -
 .1981 . .
 - - : -
 .1979. .
 (): - : -
 .1968 .
 . : : -
 . : -
 .1983 .
 . : -
 . : -
 . : -
 .1986.
 - - : -
 . : -
 - . : -
 .2001 . -
 : : -
 .1981. .
 . : -
 .1984.
 .1987. : -

.	.	:	-
	.2004.	.	
.	.	:	-
	.2005.	.	
.2001.	.	:	-
.	.	:	-
	.1983.		
*	* _.	:	-
	.2004.	-.	

.1976	30 :	61 :	.	-
.1963	10 :	64 :	. 1963 :	-
.1976	24 :	94 :	. 1976 :	-
.1989	01 :	09 :	. 1989 :	-
.1996	08 :	76 :	. 1996 :	-
.1967	18 :	06 :	.	-
.		1967 18 :	24 - 67	-
		.1967 .18 :	06	
	1985	19 :	05 - 85 :	-
	.1985	17 :	08 :	
:		1981 04 :	09 - 81	-
.		1967 18 :	24 -67	
	.1981	07 :	27 :	
.		1990 17 :	08 - 90	-
	.1990	11 :	15 :	
.		1990 17 :	09 - 90	-
	. 1990	11 :	15 :	
.		1990 01 :	29 - 90	-
	. 1990	02 :	52 :	

	1988	16 :	08 – 88	-
	. 1988	27 :	04:	
	1989	07 :	02 – 89	-
	.1989	08 :	06 :	
1997	06 :	07 – 97		-
	. 1997	06 :	12 :	
	1998	15:	04 – 98	-
	. 1998	17 :	44 :	
	2001	12 :	19 – 01 :	-
	. 2001	15 :	77 :	
	2003	19 :	10 – 03 :	-
	. 2003	20:	43 :	
08 – 90 :	2005	18 :	03 – 05 :	-
			1990 07 :	
	. 2005	19 :	50 :	
	2006	15 :	03 – 06 :	-
	. 2006	16 :	46 :	
	1977	30 :	118 :	-

	1981	26 :	380 – 81	-
.				
.	1981	29 :	52 :	
.				
	1982	23 :	31 – 82	-
.	1982	26 :	04 :	
	1988	04 :	131 – 88	-
.				
.	1988	06 :	27 :	
1992	07 :	138 – 92 :		-
1990	29 :	285 – 90 :		
.				
.	1992	12 :	27 :	
1994	23 :	215 – 94		-
.				
.	1994	27 :	48 :	

- André de Laubadere : traité du droit administratif
Librairie générale de droit et de jurisprudence (L.G.GD.J) 1980
- Jean Rivero : droit administratif, Thémis, Précis Dalloz 7eme édition 1975.
- Georges Vedel : droit administratif, Thémis, Presses universitaires de France 1973.
- Georges Perisier : Droit administratif, mémento Dalloz1975.
- Charles Debasche institutions et droit administratif:
 - 1- les structures administratives.
 - 2 - l'action et le contrôle administratif.
 Themis - presses universitaires de France 1978.
- Charles Debasche science Administrative 4eme edition ,Precis Dalloz1980.
- Marcel Waline : Précis de Droit administratif , édition Monte Christieu 1969
- René Hostion : procédures de forme de l'acte administratif unilatéral en droit français , L.G.D.J 1975.
- Jean Marie Breton : le contrôle de l'état sur le continent Africain (contribution à une théorie des contrôles administratifs et financiers dans les pays en voie de développement) bibliothèque africaine et malgache: droit sociologie, politique et économie 1978)
- Pierre Bouffard : le contrôle des délibérations du conseil municipal , 2eme édition 1966)
- Jean Marie Breton : l'état et les collectivités locales, L.G.D.J 1978.
- Guy Mellary: la tutelle de l'état sur la commune.
- François Paul Benoit : les collectivités locales .Dalloz 1982.
- Ahmed Mahiou : cours d'institutions administratives , OPU1980
- Jean de Savigny : l'état et les collectivités locales, Dalloz1975.
- François Paul Benoit: le droit administratif français.

- Procédures et formes de l'acte administratif unilatéral en Droit français- René Hostiou L.G.D.J 1975.
- Jean Marie Breton - le contrôle de l'état sur le continent africain - (construction d'une théorie des contrôles

administratifs et financiers dans les pays en vue de développement) - bibliothèque africaine et malgache: Droit , sociologie Politique et économie ,1978.

- André de Lambadere : traité de Droit administratif, L.G.D.J. 1980,8eme édition .

- Jean Rivero : Droit administratif - Précis Dalloz 7eme édition , 1975-23, le contrôle administratif en régime de centralisation et en régime décentralisé .

- Georges Vedel : Droit administratif -Themis, Presses universitaires de France1973.

- George Vignes : Droit administratif , Mémento Dalloz - 1976

- Marcel Waline: Précis de Droit administratif, édition Monte Christieu 1969, P516.

- Charles Debasche , instruments et droit administratif

- les structures administratives.

- l'action et le contrôle administratif

Thémis , Presses universitaires de France,1978

- Charles Debasches : science administrative , 4eme édition , Précis Dalloz 1980, P694

Revue spécialisées (articles)

- Claude Henri Vignes : le pouvoir de substitution.

Revue de Droit public (R.D.P) 1960.

- Yves Madiot : la dissolution des conseils municipaux.

Revue de Droit public (R.D.P.)1974

- J.S : la nullité de droit des délibérations des conseils municipaux .

Actualité juridique - Droit administratif(A.J.D.A) 1964.

- Giuseppino Treves: les contrôles administratifs et financiers à l'intérieur de l'administration de l'état , revue internationale de science administrative, de l'état , Vol XXXV ,1969,numéro 4éditée par l'Institut internationale des sciences administratives , Bruxelles

- Jean Pierre Jarnevic : annales de la faculté de droit et de science politique de Clermont - opportunité - légalité - tutelle

- vivre ensemble –rapport de la commission de développement des responsabilités locales.la documentation française.1976.

1.....	
7.....	.
7.....	.
7.....	.
8.....	.
8.....	-1
9.....	-2
13..... :	.
18.....	.
19.....	.
20.....	.
23.....() .	.
26.....	-1
27.....	-2
28.....	.
28.....(l'opération électoral).	.
29.....(la liste électorale) .	.
30..... (le scrutin) .	.
30.....	-1
30.....	-2
30.....	-3
30.....	-4
31..... :	.
31.....	.
32.....	.
33.....	.
34.....1990 1967 :	.

34.....1967	:	
36.....1990	:	
38.....	.	
38.....	.	
39.....	.	
39.....	.	
42.....	.	
43.....(le débat) .		-1
43.....		-2
44.....(contenu) .		- 3
45.....		-4
48.....		-5
49.....() .	.	
50.....	:	
50.....	:	
50.....		-1
51.....		-2
51.....	.	
51.....	.	
52.....() .	:	
54.....	.	
54.....() .	.	
55.....	.	
56.....() .	.	
57.....(nullité de droit) .	.	
58.....	.	
58.....		-1
60.....		-2

61.....	-3
61....(annulabilité).	.
62.....	:
63.....	:
64.....	.
64.....	-1
64.....	-2
64.....	-3
64	-4
65.....	-5
65.....	.
68.....(caractère exécutoire) .	.
68.....(exécutoire de plein droit) .	.
70.....	.
72.....	.
72.....	.
72.....	.
73.....	:
73.....	.
73.....	.
73.....	-1
74.....	-2
74.....	.
75.....	:
75.....	.
76.....	.
76.....	.
76.....	.
76.....	.

77.....	.	
78.....	.	
78.....	.	
78.....	.	
79.....	.	
79.....	:	
81.....	:	
83.....	.	
83.....	.	
84.....	.	
84.....	.	
85.....	.	
86.....	.	
89.....	.	
91.....	.	
92.....	.	
94.....	.	
94.....	:	
94.....		-1
95.....		-2
96.....	:	
96.....		-1
96.....		-2
97.....	:	
97.....		-1
		-2
100.....	:	
100.....		-1
100.....		-2

102.....	.	
105.....	.	
106.....	.	
110.....	:	
110..... (contrôle de régularité) .		-1
111..... (contrôle de l'opportunité) .		-2
112...(contrôle de rentabilité et d'efficacité) .		-3
112.....	:	
112.....		-1
112.....		-2
113.....		-3
113.....		-4
114.....	.	
115.....	.	
116.....	.	
116.....	.	
116.....	.	
116.....	.	
119.....	.	
120.....	.	
121.....	.	
121.....	.	
122.....	.	
122.....	.	
122.....	.	
123.....	.	
123.....	.	
124.....	.	
125.....	.	
125.....().	.	

126.....	.	
126.....		-1
		-2
126.....		
127.....	.	
130	
130.....	.	
131.....	.	
131.....(substitution) .	.	
131.....	.	
133.....	.	
134.....(obligation) .		-1
134.....(refus) .		-2
135.....(texte) .		-3
138.....	.	
139.....	.	
141.....	.	
143.....		
146.....		